

Activités au Canada des sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère, 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 7 décembre 2016

Les revenus d'exploitation enregistrés par les sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère au Canada ont atteint 1,1 billion de dollars en 2014, en hausse de 19 % par rapport à 2010. Cette croissance a surtout été attribuable aux entreprises sous contrôle étranger dans le secteur des services, leurs revenus ayant augmenté davantage que ceux des entreprises du secteur des biens.

Parallèlement, les exportations et les importations totales de marchandises par les sociétés affiliées canadiennes sous contrôle étranger ont progressé de 26 % de 2010 à 2014. Les entreprises sous contrôle étranger étaient à l'origine de 55 % de l'ensemble du commerce international de marchandises en 2014.

Le nombre d'emplois dans les entreprises sous contrôle étranger a crû de 7,5 % par rapport à 2010 pour s'établir à 1,87 million en 2014, malgré une diminution de 1,2 % par rapport à 2013. À l'échelle régionale, ce sont l'Alberta et la Colombie-Britannique qui ont, de loin, le plus contribué à la croissance de l'emploi au cours de la période de 2010 à 2014. Dans l'ensemble, les emplois dans les sociétés affiliées canadiennes sous contrôle étranger représentaient 12 % de l'emploi total au Canada en 2014, une proportion qui est restée relativement stable depuis 2010.

Les revenus d'exploitation et les actifs sous contrôle étranger continuent de croître

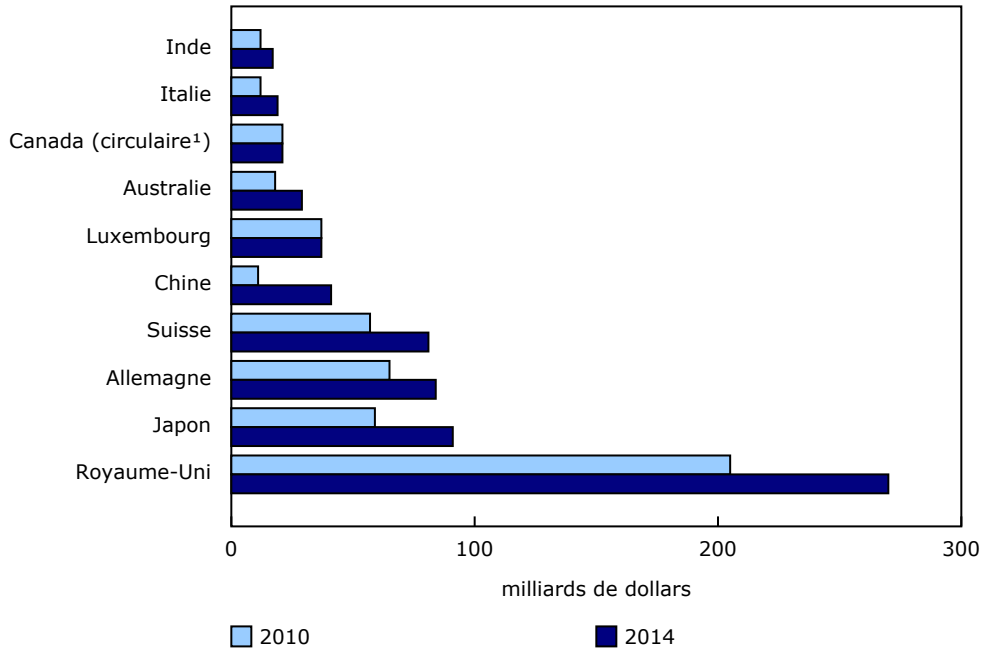
Les revenus (+2,3 %) et les actifs (+0,5 %) des sociétés affiliées sous contrôle étranger au Canada ont poursuivi leur croissance par rapport à 2013. Depuis 2010, les revenus ont augmenté de 19 % pour atteindre 1,1 billion de dollars, tandis que les actifs ont progressé de 25 % pour atteindre 2,1 billions de dollars. Les entreprises sous contrôle étranger dans le secteur des services ont été principalement à l'origine de la croissance des revenus et des actifs au cours de cette période. En revanche, les bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger ont reculé de 0,7 % par rapport à 2013, mais restaient supérieurs de 20 % à ceux de 2010.

Sur le plan géographique, les actifs des sociétés affiliées canadiennes sous contrôle américain ont baissé par rapport à 2013, mais étaient toujours supérieurs en 2014 comparativement à 2010. Ce repli par rapport à 2013 a été plus que compensé par des augmentations des actifs canadiens sous contrôle ultime japonais et allemand.

Plus de la moitié des actifs des sociétés affiliées canadiennes étaient sous contrôle américain en 2014, une part qui est restée relativement stable depuis 2010. Par ailleurs, la part des actifs contrôlés par les régions de l'Asie et de l'Océanie a augmenté depuis 2010, ce qui s'explique, en partie, par les activités de fusions et d'acquisitions transfrontalières au cours de cette période.



Graphique 1
Actifs des sociétés affiliées à participation majoritaire au Canada, selon certains pays d'investisseur ultime, 2010 et 2014



1. Les opérations circulaires réfèrent à une structure d'investissement où une entreprise d'une économie donnée investit dans une entreprise résidente d'une seconde économie des fonds qui sont par la suite investis dans une autre entreprise de la première économie.

Note(s) : Bien que les sociétés affiliées sous contrôle américain au Canada détiennent la majorité des actifs totaux sous contrôle étranger, cette information n'est pas incluse dans le graphique aux fins d'illustration.

Source(s) : Tableau CANSIM 376-0154.

Les entreprises sous contrôle étranger représentent une part importante du commerce international total du Canada

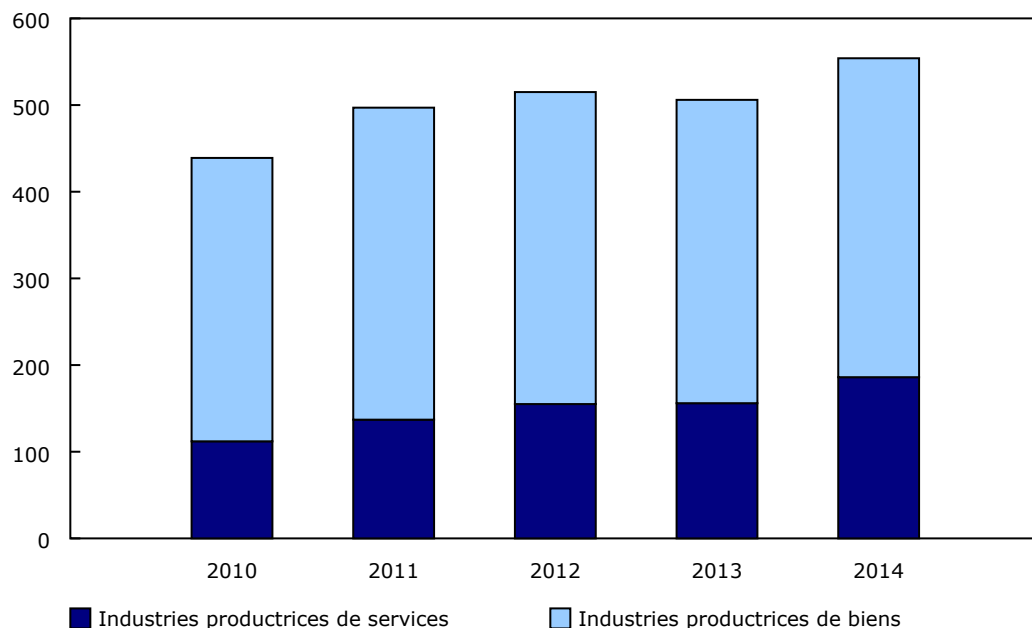
Les exportations et les importations totales de marchandises par les sociétés affiliées canadiennes à participation majoritaire étrangère ont atteint 554,2 milliards de dollars en 2014, en hausse de 26 % par rapport à 2010. Cette somme représentait 55 % de l'ensemble du commerce international de marchandises du Canada en 2014, soit un pourcentage légèrement inférieur au sommet de 58 % observé en 2012.

De 2010 à 2014, les entreprises sous contrôle étranger au Canada dans le secteur des services, surtout le secteur du commerce de gros, ont vu leurs activités de commerce augmenter davantage que celles des entreprises du secteur des biens.

Graphique 2

Commerce international total de marchandises des sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère au Canada, selon les industries productrices de biens et de services, 2010 à 2014

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0154.

Les sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère au Canada représentaient aussi une part importante de l'ensemble des exportations et des importations de services commerciaux, ces opérations ayant totalisé 56,4 milliards de dollars en 2014, en hausse de 40 % par rapport à 2010. Ces activités représentaient une part de 47 % de l'ensemble des opérations internationales de services commerciaux du Canada en 2014, en hausse par rapport à la part de 42 % enregistrée en 2010.

Les services technologiques transfrontaliers augmentent de façon importante

Les sociétés affiliées canadiennes sous contrôle étranger ont exporté 8,8 milliards de dollars en services technologiques en 2013, soit l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. En revanche, elles ont importé 9,5 milliards de dollars en services technologiques. Depuis 2010, le commerce total a progressé de 37 %.

Les entreprises sous contrôle américain et européen étaient à l'origine de la plus grande part de l'activité d'exportation, tandis que les États-Unis et le Japon ont principalement contribué aux activités d'importation.

Sur le plan de l'emploi, près de 39 000 équivalents temps plein étaient affectés aux activités de recherche et développement (R-D) dans les entreprises sous contrôle étranger au Canada en 2013, dont plus de 60 % dans celles sous contrôle américain. Depuis 2010, le personnel affecté à la R-D a augmenté de 6,3 % dans les entreprises sous contrôle américain, mais a diminué dans les entreprises sous contrôle européen, surtout celles sous contrôle allemand.

La croissance de l'emploi dans les sociétés affiliées sous contrôle étranger est concentrée en Alberta et en Colombie-Britannique

Le nombre d'emplois au Canada dans les sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère a diminué de 1,2 % par rapport à 2013 pour se fixer à 1,87 million en 2014, ce qui représente un premier recul en quatre ans. Par contre, l'emploi dans les entreprises qui n'étaient pas sous contrôle étranger a progressé de 1,5 % en 2014. Néanmoins, de 2010 à 2014, la croissance de l'emploi dans les sociétés affiliées sous contrôle étranger au Canada a dépassé celle dans les entreprises qui n'étaient pas sous contrôle étranger.

À l'échelle régionale, en 2014, l'emploi a diminué dans les sociétés affiliées à participation majoritaire étrangère en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan, au Québec et dans les territoires. En Ontario, les baisses ont été principalement observées dans le secteur de la fabrication et le secteur des services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement. En 2014, l'emploi dans les sociétés affiliées sous contrôle étranger dans le secteur de la fabrication en Ontario était à son plus bas niveau en quatre ans.

Les sociétés affiliées sous contrôle étranger en Colombie-Britannique, en Alberta et dans les provinces de l'Atlantique ont enregistré une croissance de l'emploi en 2014. En Colombie-Britannique, les augmentations se sont concentrées dans le secteur du commerce de détail, tandis qu'en Alberta, l'emploi a surtout progressé dans le secteur de la construction et celui de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Depuis 2010, l'Alberta (+24 %) et la Colombie-Britannique (+15 %) sont en tête de la croissance de l'emploi sous contrôle étranger au Canada. Cette croissance a été nettement supérieure à celle de l'emploi sous contrôle canadien dans ces provinces.

Note aux lecteurs

Les **sociétés affiliées canadiennes à participation majoritaire étrangère** sont identifiées à l'aide des données sur les investissements directs étrangers au Canada. Elles sont définies comme étant des entités canadiennes dont plus de 50 % des actions avec droit de vote sont détenues par un investisseur direct étranger. Il est à noter que ces entités comprennent des entreprises qui effectuent aussi des investissements directs canadiens à l'étranger.

Dans le présent communiqué, les termes **sociétés affiliées canadiennes** et **entreprises sous contrôle étranger** sont employés de façon interchangeable pour désigner les sociétés affiliées canadiennes à participation majoritaire étrangère.

En ce qui concerne la dimension géographique, deux bases sont utilisées pour présenter la propriété des sociétés à participation majoritaire étrangère, soit le pays de l'investisseur immédiat et le pays de l'investisseur ultime. Le **pays de l'investisseur immédiat** correspond au premier pays étranger où les créances entre sociétés d'un même groupe sont enregistrées. Le **pays de l'investisseur ultime** correspond au pays d'origine d'où l'investissement provient et le pays qui exerce le contrôle final à travers l'ensemble des liens de parenté entre sociétés.

Les **opérations circulaires** réfèrent à une structure d'investissement où une entreprise d'une économie donnée investit dans une entreprise résidente d'une seconde économie des fonds qui sont par la suite investis dans une autre entreprise de la première économie. Dans cette parution, les données qui sont attribuées au Canada sur la base de l'investisseur ultime illustrent les caractéristiques des entreprises dont la propriété commence au Canada, puis passe par un ou plusieurs pays étrangers avant de revenir au Canada.

Sauf indication contraire dans le texte, l'analyse de la propriété est effectuée selon le **pays de l'investisseur ultime**.

Les données sur les **dépenses intra-muros en recherche et développement (R-D)**, le **personnel de R-D** et les **services technologiques internationaux (recettes et paiements)** sont maintenant disponibles pour les années 2010 à 2013. Ces données ne sont toutefois pas disponibles pour 2014 au moment de la diffusion.

Les **services technologiques internationaux (recettes et paiements)** concernent les opérations étrangères conclues par les entreprises pour des brevets (vente ou licence) et des inventions non brevetées, du savoir-faire, des marques de commerce, des motifs et des dessins, des services techniques, de la R-D industrielle réalisée à l'étranger, et les sources étrangères de fonds pour des projets intra-muros de R-D.

La principale unité statistique utilisée dans la présente analyse est l'**entreprise**, à l'exception des données sur l'**emploi provincial** qui sont compilées au niveau de l'**établissement**.

Il est possible de consulter les totaux pour l'ensemble de l'économie canadienne dans les tableaux CANSIM suivants : importations de biens et exportations nationales de biens (228-0060), importations et exportations de services commerciaux (376-0033), emploi (281-0024), dépenses intra-muros au titre de la recherche et développement des entreprises (358-0205) et personnel affecté à la recherche et développement selon le secteur d'exécution (358-0159).

Données offertes dans CANSIM : tableaux 376-0151 à 376-0154.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5230.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Angela Yuan-Wu au 613-240-2871 (angela.yuanwu@canada.ca) ou avec Michael Machum au 613-883-1669 (michael.machum@canada.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.